

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 08/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS**

41 route nationale 10  
37160 La Celle-Saint-Avant

Références : VAT 2023 0732  
Code AIOT : 0010002924

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS implanté Le Bois Meslin 37160 Abilly. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE AGRICOLE D'AMENDEMENTS
- Le Bois Meslin 37160 Abilly
- Code AIOT : 0010002924
- Régime : Autorisation

Une carrière à ciel ouvert de marne calcaire située au lieu dit "Le Bois Meslin" sur le territoire de la commune d'Abilly, la cessation d'activité a été déclarée le 20 octobre 2023. L'arrêté d'autorisation arrive à échéance le 29 juin 2024.

Le thème de visite retenu est exploitation du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.1.2	Sans objet
4	Clôture	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.6.1.2	Sans objet
5	Suivi Annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.7.2.1	Sans objet
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.7.3.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation définitive d'activité	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 2.5	Sans objet
2	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont détaillés ci-dessous dans les fiches de visites.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation définitive d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation définitive d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins six mois avant la cessation définitive d'activité. L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site, conformément aux dispositions de l'article R. 512-74 du Code de l'Environnement.
<b>Constats :</b> Déclaration de la cessation d'activité le 20 octobre 2023 en préfecture
<b>Observations :</b> Le site est géré par une coopérative agricole depuis 1985. L'autorisation d'exploiter date de 2009 pour une durée de 15 ans à compter du 29 juin 2009.  Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que l'exploitation du site est terminée depuis 3 années. Les agriculteurs cultivent sur les terrains qui ont été remis en état.  Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas déclaré la cessation d'activité. Par message

<p>électronique, l'exploitant a transmis la copie de la déclaration de la cessation d'activité datant du 20 octobre 2023 et adressée à la préfecture (copie de l'AR).</p> <p>L'inspection a constaté sur le site, l'absence de toute installation. Aucun déchet n'était présent sur le site.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant que la loi ASAP du 7 décembre 2020 a modifié le déroulement de la procédure de cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation dans votre cas. Depuis le 1er juin 2022, l'exploitant a donc obligation de faire attester par une entreprise certifiée Sites et Sols Pollués (SSP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité ;</li> <li>– de l'adéquation des mesures de réhabilitation proposées ;</li> <li>– de leur mise en œuvre.</li> </ul> <p><b>Les trois attestations sont nécessaires à la cessation d'activités de la carrière.</b> L'exploitant devra transmettre celle-ci dès réception.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

## N° 2 : Information des tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information des tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un panneau est présent à l'entrée du chemin.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le site étant inexploité depuis 3 ans, un panneau se situe à l'entrée du chemin, il devra être conservé jusqu'à la cessation définitive du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li> <li>– le cas échéant, des bornes de nivellement.</li> </ul> <p>Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bornes ne sont pas visibles.</p>

<b>Observations :</b> Les agriculteurs ayant repris procession des terrains, les bornes ne sont pas visibles et n'ont pas pu être contrôlées. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent en l'absence de merlons. Les merlons implantés à la périphérie du site ne dépassent toutefois pas une hauteur de 2 m, et ne débouchent pas directement sur les bords de l'excavation.
<b>Constats :</b> Absence de clôture
<b>Observations :</b> Les agriculteurs ayant repris l'exploitation des champs agricoles, les clôtures ont été retirées. Il n'y a aucun front, aucun danger apparent sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Suivi Annuel d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi Annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. H est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>– les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>– les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>– l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>– les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs</li> <li>– le positionnement des talus et fronts d'exploitation.</li> </ul> [...] Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.
<b>Constats :</b> Absence de plan annuel
<b>Observations :</b> L'exploitant n'avait pas élaboré de plan annuel depuis de nombreuses années. L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier les côtes du terrain et d'identifier l'emplacement des bornes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 6 : Remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2009, article 3.7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La remise en état du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à la cote minimale 96 m NGF. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée est réalisé selon une pente de 40 % au plus.[...]
<b>Constats :</b> Absence de plan
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, les parcelles étaient cultivées par les agriculteurs. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan avec les côtes du terrain. Ce plan devra être remis au bureau d'étude afin de justifier la remise en état du site conformément au dossier initial.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites